

TRIBUNE. Pour une seconde lecture de la loi bioéthique en septembre 2020 : "L'égalité de droits n'attend pas"

🕒 21h00 , le 30 mai 2020, modifié à 13h50 , le 31 mai 2020

Par **Redaction JDD** 

Députés, associations, avocats, médecins et différentes personnalités publiques exigent dans une tribune l'inscription du projet de loi relatif à la bioéthique en seconde lecture dès le mois de septembre 2020, le calendrier législatif ayant été bousculé par la crise sanitaire.



L'unité PMA de l'Hôpital Tenon AP-HP. (Photo d'illustration) (AFP)

Députés, associations, avocats, médecins, personnalités publiques signent une tribune dans le JDD pour exiger l'inscription du projet de loi relatif à la bioéthique en seconde lecture dès le mois de septembre 2020. Voici leur tribune : "Depuis plusieurs semaines, notre pays connaît une crise sanitaire sans précédent qui a déjà touché plusieurs dizaines de milliers de Françaises et de Français. Face à la brutalité et à l'immédiateté de ladite crise, le calendrier législatif a été considérablement modifié et n'a pas permis l'adoption en seconde lecture du projet de loi relatif à la bioéthique.

Nous, parlementaires, associations, médecins, juristes, philosophes et personnalités, vous demandons d'inscrire ce projet de loi en seconde lecture dès le mois de septembre 2020. Nous sommes mobilisés depuis de nombreuses années pour permettre à toutes les femmes de jouir des mêmes droits dans l'accès à une Procréation Médicalement Assistée (PMA) prise en charge par la sécurité sociale et ce, indépendamment de leur identité de genre, de leur orientation sexuelle ou de leur statut matrimonial.

Nombre de concitoyennes et concitoyens nous interpellent sur l'urgence légitime d'agir et nous partageons leur impatience. Nous ne pouvons plus accepter que certaines d'entre elles, parce que célibataires ou en couples lesbiens, soient contraintes de prendre des risques sanitaires, juridiques, psychologiques et financiers en pratiquant des PMA sans encadrement médical ou à l'étranger.

Lire aussi - PMA : les 3 blocages qui persistent pour les familles homoparentales après le vote de la loi

La crise que nous traversons a d'ailleurs mis en péril de nombreux projets parentaux. Par la fermeture temporaire dans plusieurs pays européens des centres de procréation médicalement assistée, beaucoup de traitements et procédures de PMA ont subi un coup d'arrêt et ce, pour une durée encore indéterminée. Nous ne pouvons pas nous résigner à ce que la crise sanitaire soit le réceptacle de nouvelles discriminations et le théâtre d'un énième report d'une loi, promesse du candidat Emmanuel Macron, permettant à toutes celles qui le souhaitent de fonder une famille.

«Chaque jour qui passe est une chance en moins de pouvoir mettre au monde un enfant»

Inexorablement, chaque jour qui passe est une déchirure de plus pour toutes ces femmes discriminées dans l'accès à cette pratique médicale. Chaque jour qui passe est une chance en moins de pouvoir mettre au monde un enfant et de lui transmettre son amour. C'est la raison pour laquelle nous demandons l'inscription à l'ordre du jour du Parlement, l'examen en seconde lecture du projet de loi de révision des lois de bioéthique dès le mois de septembre 2020. Nous ne cesserons de le répéter : l'égalité de droits n'attend pas. Elle ne nuit pas à notre société, au contraire, elle l'élève."

Les signataires

Guillaume CHICHE, Député des Deux-Sèvres ; Catherine CLAVIN, Co-Présidente de l'Association des Parents et futurs parents Gays et Lesbiens (APGL) ; Alexandre URWICZ, Président de l'Association des Familles Homoparentales (ADFH) ; Le Planning Familial ; Laurence VANCEUNEBROCK, Députée de l'Allier ; Interassociative lesbienne, gaie, bi et trans (Inter-LGBT) ; Aurore BERGE, Députée des Yvelines ; Jean-Louis TOURAINE, Député du Rhône ; Caroline MECARY, avocate aux barreaux de Paris et du Québec, ancien membre du Conseil de l'Ordre des Avocats ; Bastien LACHAUD, Député de Seine-Saint Denis ; Raphaël GERARD, Député de Charente Maritime ; Emilie DURET, co-présidente de

l'Association Française des Avocats LGBT+ ; Florent BERDEAUX, co-président de l'Association Française des Avocats LGBT+ ; Maxime MINOT, Député de l'Oise ; Camille CHAPIN-DERENNES, Présidente de l'association Procréation Médicalement Anonyme ; Matthieu ORPHELIN, Député du Maine et Loire ; Irène THERY, sociologue, directrice d'études à l'EHESS ; Martine WONNER, Députée du Bas Rhin ; Jean-Luc ROMEROMICHEL, conseiller régional d'Ile de France, Maire-Adjoint du 12e de Paris, Président d'ELCS et de l'ADMD ; Pierre PERSON, Député de Paris ; Association Mam'ensolo ; Cécile COUDRIOU, Amnesty International France ; Laetitia POISSON DELEGLISE, Présidente de l'association MAIA ; Sylvie et Dominique MENESSION, Co-présidents de l'association C.L.A.R.A ; Joël DEUMIER, ancien président de SOS Homophobie ; Danièle OBONO, Députée de Paris ; Omar DIDI, Président du MAG Jeunes LGBT ; Gabriel SERVILLE, Député de Guyane ; Jean François MBAYE, Député du Val de Marne ; Delphine BAGARRY, Députée des Alpes Haute Provence ; Erwan BALANANT, Député du Finistère ; Nadia RAMASSAMY, Députée de la Réunion ; Virgine RIO, Co-fondatrice et présidente du COLLECTIF BAMP ! ; Terrence KATCHADOURIAN, Secrétaire Général de STOP HOMOPHOBIE ; France.TV pour tou.te.s ; Israel NISAND, gynécologue, obstétricien, chef du département de gynécologie obstétrique au CHU de Strasbourg ; Nicolas NOGUIER, Président Fondation Le Refuge ; Stéphanie KERBATH, Députée de Seine Maritime ; Yolaine DE COURSON, Députée de Côte d'Or ; Aurélien TACHE, Député du Val d'Oise ; Muriel RESSIGUIER, Députée de l'Hérault ; Albane GAILLOT, Députée du Val de Marne ; Marame KANE, co-présidente du centre LGBTQI+ Paris-Ile de France ; Emil, Youtubeur et Vidéaste Chez Papa Papou ; Bénédicte BRANDET, Présidente d'Impulsions Femmes ; Nicole DUBRE-CHIRAT, Députée du Maine et Loire ; Paula FORTEZA, Députée des français établis à l'étranger ; Cédric VILLANI, Député de l'Essonne ; Emilie CARIOU, Députée de la Meuse ; Annie CHAPELIER, Députée du Gard ; Delphine BATHO, Députée des Deux-Sèvres ; Erwann LE HO, Président du Centre LGBT Côte d'Azur ; Les Bascos ; NOSIG – Centre LGBTQI de Nantes ; Catherine BESSIS, coprésidentes de France.tv pour tou.te.s ; Frédérique-Marie LAMOURET, coprésidentes de France.tv pour tou.te.s ; Daniel LELLI, cofondateur de France.tv pour tou.te.s ; Mireille ROBERT, Députée de l'Aude ; Sébastien NADOT, Député de Haute Garonne ; Stella DUPONT, Députée du Maine et Loire ; Hubert JULIEN-LAFERRIERE, Député du Rhône ; Jean-Loup THEVENOT, Président du Centre LGBT+ 66 ; Tatiana CORDIER-ROYER, Coprésidente du Centre LGBTI de Touraine ; Elisabeth MASSET, ancienne co-présidente de l'association David & Jonathan ; Jennifer DE TEMMERMAN, Députée du Nord ; Frédérique TUFFNELL, Députée de Charente-Maritime ; Anne-France BRUNET, Députée de Loire-Atlantique ; Frédéric HAYS, Président d'ADHEOS ; Sandy VIANET, coprésidente association Parents-sans-droits ; Carole GRANDJEAN, Députée de Meurthe et Moselle ; Fannette CHARVIER, Députée du Doubs ; Sonia KRIMI, Députée de la Manche ; Thomas RUDIGOZ, Député du Rhône ; Frédéric GETTON, président CENTR'EGAUX, association des Centristes et Démocrates LGBT ; Sandrine NGATCHOU, présidente UTASA, association des personnes afro-descendantes en parcours de PMA ; Annabel MAESTRE, présidente Contact 13 ; Anne ABRARD, présidente Les Cigognes de l'Espoir ; Larissa MEYER, présidente Réseau Fertilité France ; Hervé GASTAUD, co-président Les Progressistes LGBT+ ; La Gom'53 ; M'jid EL GUERRAB, Député des français établis hors de France ; Pierre-Yves BOURNAZEL, Député de Paris ; Jean-Luc LAGLEIZE, Député de Haute Garonne ; François Michel LAMBERT, Député des Bouches du Rhône ; Valérie PETIT, Députée du Nord ; Pierre CABARE,

Député de Haute Garonne ; Souad ZITOUNI, Députée du Vaucluse ; Jérémy Faledam et
Véronique Godet, coprésident.e.s de SOS homophobie
